

SAFEMED III

Séminaire relatif à la Convention du travail maritime 2006

Lisbonne, les 25 et 26 novembre.

Compte rendu résumé

Première journée de la rencontre (25 novembre)

Le séminaire SAFEMED III relatif à la Convention du travail maritime 2006 a eu lieu les 25 et 26 novembre 2006 au siège de l'Agence européenne pour la Sécurité maritime (AESM) à Lisbonne.

Six pays bénéficiaires du programme SAFEMED III y ont pris part (cf. liste des participants).

M. Giuseppe Russo, chargé de projet senior à l'AESM, a ouvert les débats et souhaité la bienvenue aux participants et aux intervenants. Il a souligné le lien qui existe entre la Convention du travail maritime (MLC) 2006, les conditions de vie et de travail des marins à bord et l'amélioration des standards de la sécurité maritime en général. M. Russo a également mentionné l'importance des dispositions nationales ainsi que le rôle-clé et les attributions des autorités nationales compétentes dans la mise en œuvre de la convention. Les participants et les intervenants se sont ensuite présentés durant un tour de table. Les représentants des pays bénéficiaires ont brièvement présenté le statut actuel de la mise en œuvre de la Convention dans leur propre pays. Les délégués du Maroc ont, pour leur part, précisé que leur pays a ratifié la MLC et qu'elle est entrée en vigueur en septembre 2013.

M. Dominic Devlin, du département des Standards internationaux du Travail, à l'Organisation internationale du Travail (OIT), a expliqué de façon approfondie la genèse de la convention et sa structure générale. Il a notamment fourni la signification précise des termes « marin », « armateur » et « navire » dans le contexte de la MLC. Il a également clarifié la nature spécifique de la MLC, la convention étant un instrument tripartite. M. Devlin a poursuivi en présentant les lignes directrices d'inspections de l'OIT, qu'il s'agisse de l'Etat du port ou de l'Etat du pavillon, en ce qui concerne la mise en œuvre de la MLC.

M. Nikolaos Katsoulis, chargé de projet pour la Formation et la Coopération à l'AESM, a de son côté présenté les directives européennes régissant les responsabilités de l'Etat du pavillon en matière d'application des standards de travail à l'intérieur de l'Union européenne (UE). Il a centré son intervention sur les différences existant entre les législations internationales (OIT) et celles de l'Union européenne (UE). Il a également expliqué que les Etats membres de l'UE qui n'ont pas ratifié la MLC devront cependant satisfaire aux standards qu'elle impose, puisqu'ils y seront liés par le biais de l'instrument européen qui les incorpore.

M. Jaime Gonzalez Gil, chargé de projet à l'AESM, a expliqué quant à lui la proposition de directive européenne modifiant la directive 2009/16/EC relative au contrôle par l'Etat du port. Il a tout particulièrement souligné que la non-ratification de la MLC par un Etat du pavillon donnera matière à une inspection plus détaillée par les inspecteurs de l'Etat du port.

Mme Anna Mihneva-Natova, responsable de la direction « Projets et Relations internationales, Union européenne » auprès de l'administration maritime bulgare, a fourni un exemple de la mise en œuvre des exigences de la MLC dans la législation bulgare. Elle a rappelé que la Bulgarie a ratifié la MLC en 2009 et que la convention s'applique en Bulgarie depuis le 20 août 2013. Elle a fait remarquer les difficultés rencontrées durant la transposition des règles de la MLC dans la législation nationale bulgare, difficultés reposant notamment sur le vocabulaire général de certaines dispositions, comme par exemple « mesures appropriées équivalentes ».

Mme Jasmine Denhoorn, Germanisher Lloyd SE, a donné le point de vue des organismes agréés sur la mise en œuvre de la MLC. Elle a en particulier insisté sur la relation entre l'Etat du pavillon et les organismes agréés pour ce qui touche aux fonctions que ces organismes jouent au nom des Etats du pavillon. Elle a ensuite présenté la procédure d'inspection et de certification ainsi que l'analyse des déficiences. Mme Denhoorn a également expliqué que l'absence d'une application correcte des exigences de la MLC (en utilisant, par exemple, l'emploi d'expressions vagues telles que « adéquat », « suffisant », « approprié », « fréquent ») ; ou en ne fournissant pas de preuves – disponibles à bord du navire - démontrant la conformité avec la MLC, tout cela conduira à des difficultés et des challenges pour les armateurs et les organismes agréés.

Seconde journée de la rencontre (26 novembre)

La seconde journée du séminaire a permis de se concentrer sur l'étude des cinq titres de la convention et de fournir aux participants des exemples de dispositions nationales permettant la mise en œuvre de règles sélectionnées dans la convention.

Mme Iliana Hristova, chargée de projet pour la formation et la coopération à l'EMSA, a donné une présentation sur la MLC, mettant l'accent sur les aspects innovateurs de la convention. Elle a, en particulier, expliqué la clause consacrant l'interdiction de traitement plus favorable - autrement dit, les navires battant pavillon d'un pays qui a ratifié cette convention ne sont désormais plus placés dans une situation de concurrence déloyale vis-à-vis des pays qui l'ont pas ratifiée. Mme Hristova a également clarifié deux niveaux d'approches flexibles adoptées par la MLC. Elle a relevé le fait que cette flexibilité, eu égard à la mise en œuvre de certaines dispositions par les autorités nationales, était un élément-clé pour l'application de la convention. Mme Hristova a ensuite expliqué le principe d'équivalence substantielle et les limites de son application. Elle a aussi insisté sur la nécessité de dispositions nationales claires et précises de manière à mettre en œuvre la MLC au niveau national.

M. Katsoulis est, pour sa part, entré dans le détail des titres 1 et 2, mettant l'accent sur le besoin d'utiliser une législation nationale en ce qui concerne l'âge minimum, le travail de nuit, le rapatriement et les questions liées aux certificats médicaux.

M. Paolo Majoli, chargé de projet à l'AESM, s'est intéressé aux titres 3 et 4, expliquant les règles principales d'interprétation des termes de la convention (étant obligatoire ou d'orientation) et présentant des exemples pratiques de mise en œuvre de la MLC dans la législation nationale. Il a notamment utilisé des exemples touchant à la ventilation, la température et l'humidité dans les lieux de vie des marins et également le bruit et les vibrations à bord des navires.

M. Russo a, quant à lui, présenté le titre 5 de la MLC portant sur les obligations de l'Etat du pavillon, y compris les enquêtes sur les accidents et plaintes. Il a en particulier expliqué les responsabilités des Etats du pavillon en matière d'inspection des navires et montré des exemples de dispositions nationales pour la mise en œuvre des règles A.5.1.1 à 5.1.4 de la convention. Il a également présenté la Déclaration de Conformité du Travail maritime – Partie II.

M. Jaime Gonzalez Gil a mené la discussion sur le thème des obligations de l'Etat du port en ce qui concerne l'application de la MLC. Il a fourni quelques exemples et expliqué la procédure d'inspection des navires battant pavillon d'un Etat n'ayant pas ratifié la MLC. Il a enfin souligné les procédures d'inspection en ligne avec les orientations du Mémoire de Paris à propos de la MLC 2006.

A l'issue de la discussion approfondie qui a suivi les présentations et le résumé de la seconde journée, les organisateurs ont remercié les participants et tous les intervenants pour leur contribution au séminaire.